

RAPPORT ANNUEL 2007

Diagno **Cure**

Le pouvoir du savoir
en oncologie

RAPPORT DE GESTION TRAITANT DE LA SITUATION FINANCIÈRE ET DES RÉSULTATS D'EXPLOITATION

LES RENSEIGNEMENTS SUIVANTS SE RAPPORTENT AUX RÉSULTATS DES ACTIVITÉS ET DE LA SITUATION FINANCIÈRE DE LA SOCIÉTÉ POUR L'EXERCICE TERMINÉ LE 31 OCTOBRE 2007, ET PAR CONSÉQUENT, DOIVENT ÊTRE LUS EN PARALLÈLE AVEC LES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ET LES NOTES AFFÉRENTES À LA MÊME DATE ET INCLUS DANS LE PRÉSENT RAPPORT ANNUEL. LES COMMENTAIRES DE LA DIRECTION ONT ÉTÉ PRÉPARÉS AFIN D'AIDER À COMPRENDRE LES ACTIVITÉS, LE RENDEMENT ET LA SITUATION FINANCIÈRE DE LA SOCIÉTÉ AU 31 OCTOBRE 2007. ILS COMPARENT LES RÉSULTATS D'EXPLOITATION ET LA SITUATION DE TRÉSORERIE DE LA PRÉSENTE ANNÉE FINANCIÈRE AVEC CEUX DE L'ANNÉE FINANCIÈRE TERMINÉE LE 31 OCTOBRE 2006. L'INFORMATION QU'IL CONTIENT EST À JOUR AU 14 JANVIER 2008.

Aperçu

DiagnoCure inc. (ci-après appelée «la société» ou «DiagnoCure»), fondée en 1994, est une société des sciences de la vie qui met en marché des tests diagnostiques à haute valeur ajoutée pour le cancer et offre des services de laboratoire. Plus particulièrement, elle se spécialise dans le développement de tests diagnostiques du cancer utilisant des marqueurs moléculaires.

Le premier test non invasif développé par la société pour la détection du cancer de la vessie était fondé sur des anticorps monoclonaux exclusifs; ce test est présentement commercialisé sous le nom ImmunoCyt^{MC} aux États-Unis et uCyt+^{MC} ailleurs dans le monde. Dans la foulée de sa décision de cibler les tests diagnostiques à haute valeur ajoutée, la société a cessé ses activités de R-D relativement aux améliorations de son produit pour le cancer de la vessie, ImmunoCyt^{MC}/uCyt+^{MC}, en plus de réduire ses activités de marketing pour ce produit.

En 2003, DiagnoCure a complété le développement de uPM3^{MC}, un test qualitatif non invasif de première génération pour la détection du cancer de la prostate, lequel a été offert aux États-Unis en version ASR («Analyte Specific Reagent») par Bostwick Laboratories. En novembre 2003, DiagnoCure a octroyé à Gen-Probe Incorporated («Gen-Probe»), de San Diego, en Californie, une licence mondiale exclusive pour le développement et la commercialisation de produits diagnostiques utilisant la technologie du marqueur moléculaire PCA3 de DiagnoCure pour le cancer de la prostate en contrepartie de versements de 9 millions \$US échelonnés sur une période de trois ans, le versement final ayant été reçu en novembre 2006. La société reçoit également de Gen-Probe des redevances de 8% sur la première tranche de 50 millions \$US de ventes, par Gen-Probe, à l'utilisateur final du test ou des réactifs PCA3 et de 16% sur les ventes subséquentes. Au milieu de 2006, Gen-Probe a mis à la disposition de laboratoires de référence cibles, sur le marché américain, la version ASR de la première génération de son test PCA3 sur sa plate-forme technologique APTIMA[®]. Depuis lors, un certain nombre de laboratoires américains ont ajouté le test PCA3 à la liste de produits qu'ils offrent, parmi lesquels LabCorp et Quest, les deux plus grands fournisseurs de services diagnostiques sur le territoire américain.

Le 30 avril 2007, DiagnoCure a acquis, auprès de Targeted Diagnostics & Therapeutics, Inc. (TDT), les droits exclusifs mondiaux sur deux tests moléculaires diagnostiques à haute valeur ajoutée pour le cancer colorectal ainsi qu'une option de location sur un laboratoire de services américain homologué CLIA pour la commercialisation de tests diagnostiques moléculaires pour le cancer. Cette entente avec TDT a renforcé de façon importante la position de DiagnoCure dans le domaine des diagnostics moléculaires du cancer. La société prévoit débiter la vente d'un des tests, soit le test GCC sur les ganglions lymphatiques pour la stadification du cancer colorectal, en 2008.

Le 16 août 2007, DiagnoCure annonçait l'acquisition de Catalyst Oncology, Inc., de Worcester, Massachusetts, et de ses tests pronostiques exclusifs pour les cancers du sein, du côlon, et potentiellement d'autres formes de cancers. L'entente prévoyait un paiement initial d'environ 3 millions \$US, composé d'espèces et d'actions de DiagnoCure, ainsi que des paiements subséquents potentiels reliés à l'atteinte de certains jalons. Au cours des prochains mois, DiagnoCure prévoit compléter le développement des tests et effectuer d'autres études cliniques de validation.

FAITS SAILLANTS DE 2007

Tel qu'il est mentionné précédemment, Gen-Probe, à qui DiagnoCure a octroyé une sous-licence exclusive pour les applications diagnostiques du marqueur moléculaire PCA3, distribue maintenant le test PCA3 aux États-Unis et en Europe. Depuis le lancement initial par Gen-Probe de leur version du test PCA3, les ventes ont atteint environ 1 660 000 \$US. Compte tenu du lancement récent du test et des nouveaux laboratoires qui adoptent le test, il n'existe actuellement aucune tendance des ventes du test PCA3 de Gen-Probe et, à l'heure actuelle, il est difficile de prédire avec certitude les redevances futures qui seront perçues par DiagnoCure chaque trimestre. Cependant, avec le test présentement disponible aux États-Unis et en Europe, DiagnoCure perçoit des redevances modestes provenant des ventes du test PCA3 de Gen-Probe.

Dans la foulée de la décision de cibler les tests diagnostiques à haute valeur ajoutée, la société a cessé, au cours du premier trimestre, ses activités de R-D relativement aux améliorations de son produit pour le cancer de la vessie, en plus de réduire ses activités de marketing pour ce produit. Conséquemment, DiagnoCure a réduit ses effectifs de recherche et développement, ventes et marketing et soutien administratif. Cette restructuration a engendré des frais non récurrents de 1 262 685 \$ en 2007. Cette annonce survenait après la décision, en novembre 2006, de retirer le soutien financier à SAMBA, la filiale française de la société, qui avait travaillé au développement d'un logiciel d'automatisation du test pour le cancer de la vessie. DiagnoCure croit que ImmunoCyt^{MC}/uCyt+^{MC} sera excellent dans un environnement

cytologique; c'est pourquoi la société est à la recherche d'un partenaire extérieur solide pour faciliter la croissance de ce produit tout en s'assurant que ses clients continuent de recevoir un produit de qualité ainsi qu'un soutien technique et de service à la clientèle durant la période de transition.

À la suite de l'acquisition, en avril 2007, du marqueur GCC, DiagnoCure a entrepris l'optimisation des tests GCC pour le cancer colorectal en vue de leur commercialisation; ce projet constitue maintenant le coeur des activités de recherche et développement de la société. DiagnoCure a délaissé temporairement tout autre projet de recherche et développement sur d'autres marqueurs afin de concentrer ses efforts sur les tests GCC, auxquels s'ajoutent les marqueurs Shc récemment acquis.

Au cours du deuxième trimestre, conformément à son objectif d'être le chef de file du développement et de la commercialisation de tests diagnostiques à haute valeur ajoutée pour la détection et la gestion du cancer, la société a complété avec succès un appel public à l'épargne de 5 850 000 actions ordinaires au prix de 4,30 \$ chacune pour un produit brut de 25 155 000 \$. Cet appel public à l'épargne a été mené par Financière Banque Nationale Inc., qui a chapeauté un syndicat de preneurs ferme. Ce nouveau financement permettra à la société d'acquiescer ou mettre sous licence de nouveaux biomarqueurs de cancer et d'intégrer ses tests à haute valeur ajoutée à des laboratoires de référence, élargissant et diversifiant par le fait même son portefeuille de produits.

En mars 2007, les résultats préliminaires provenant d'une étude multicentrique en cours ont été présentés en Europe par des chercheurs indépendants. Ils démontraient que le nouveau test pour le cancer de la prostate développé par Gen-Probe à partir du marqueur PCA3 est nettement plus précis que le test de l'antigène spécifique de la prostate (PSA) libre chez les hommes qui ont eu une biopsie négative. Ces conclusions faisaient partie d'une affiche présentée lors du congrès de l'EAU (*European Association of Urology*) à Berlin par le Dr Alexander Haese, du Centre médical universitaire de l'Université Eppendorf, de Hambourg en Allemagne. Les données portaient sur 199 hommes participant à l'étude menée dans sept hôpitaux européens. Tous avaient préalablement reçu un résultat négatif à une biopsie de la prostate. Dans le cadre de l'étude, tous les participants étaient soumis à une reprise de biopsie, au test moléculaire urinaire PROGENSA^{MC} PCA3 de Gen-Probe ainsi qu'à des tests sériques pour mesurer le PSA total et le PSA libre. Selon les analyses provisoires présentées au congrès de l'EAU, les chercheurs ont conclu que le test PROGENSA^{MC} PCA3 pouvait mieux prédire les résultats de la reprise de biopsie que la mesure du PSA libre. Dans cette étude, le test PCA3 obtenait une spécificité de 73% comparativement à 16% pour le PSA libre. Les chercheurs ont également noté qu'il y avait corrélation entre les résultats élevés du test PCA3 et une probabilité plus élevée d'obtenir un résultat positif à une reprise de biopsie. Par exemple, pour un homme ayant un résultat élevé du test PCA3, la probabilité d'obtenir un résultat positif à une reprise de biopsie était de 41%, alors qu'elle était de 16% lorsque le résultat du test PCA3 était faible.

En mai 2007, le marqueur PCA3 de DiagnoCure a été mis en valeur lors de présentations et dans quatre stands lors du congrès de l'AUA (*American Urological Association*) qui se tenait à Anaheim, Californie. Il s'agissait du deuxième congrès international d'importance en urologie au cours duquel le PCA3 a été mis en évidence cette année. Dans une importante présentation du Dr Jack Groskopf, de Gen-Probe, en collaboration avec les docteurs Richard Babaian, du MD Anderson Cancer Center, Leonard Marks, de la Urologic Sciences Research Foundation, Yves Fradet, de l'Université Laval et autres, il a été démontré que, contrairement au test PSA sérique, les résultats du PCA3 étaient en corrélation avec le volume de la tumeur et non avec celui de la prostate. De plus, les données préliminaires de l'étude ont indiqué qu'il y avait corrélation entre des résultats élevés du PCA3 et un risque accru d'un cancer de la prostate important; par conséquent, le PCA3 pourrait s'avérer une nouvelle méthode de détection précise du cancer de la prostate pour la population où le PSA sérique entraîne des résultats «faux positifs» problématiques. Dans une autre présentation du Johns Hopkins Brady Urologic Institute, le Dr Alan Partin et ses collègues rapportaient que la variation normale, dans le temps, des résultats du PCA3 n'avait pas d'incidence défavorable sur la performance du test à prédire les résultats d'une biopsie de la prostate. Cette découverte importante devrait donner une plus grande confiance aux médecins dans la fiabilité des résultats du PCA3. Ces études constituent une nouvelle preuve du potentiel d'un test fondé sur le PCA3 pour prédire les résultats d'une biopsie de la prostate.

Le 30 avril 2007, la société consolidait sa position de chef de file dans le domaine du diagnostic du cancer en s'assurant des droits exclusifs mondiaux sur deux tests diagnostiques moléculaires à haute valeur ajoutée pour le cancer colorectal ainsi qu'une option pour la location d'un laboratoire de services américain homologué CLIA pour la commercialisation de tests diagnostiques moléculaires pour le cancer. Les deux tests pour le cancer colorectal mis sous licence auprès de Targeted Diagnostics & Therapeutics, Inc. (TDT) de Philadelphie, Pennsylvanie, sont fondés sur la détection des produits du GCC (guanylyl cyclase C), une protéine normalement présente dans les cellules qui tapissent la paroi de la voie intestinale mais qui n'a été identifiée à l'extérieur de l'intestin que lorsqu'il y a métastase du cancer colorectal. Les premières recherches ont démontré que le GCC pouvait détecter, dans les ganglions lymphatiques ou le sang, la propagation ou la récurrence du cancer du côlon avec un degré de précision de 95% à 100%, une amélioration importante comparativement aux méthodes traditionnelles de dépistage. Ces résultats ont amené le National Institutes of Health (NIH) à octroyer plus de 10 millions \$US afin de financer deux études cliniques multicentriques, d'une durée de cinq ans chacune, auprès de 2 500 patients atteints d'un cancer colorectal. Les résultats provisoires de l'étude sur la détection des produits du GCC dans les ganglions lymphatiques, débutée en 2003, corroborent les conclusions des premières recherches; ces résultats doivent être publiés plus tard cette année.

Bien que le montant total de la transaction n'ait pas été divulgué pour des raisons de compétition, le versement initial de DiagnoCure incluait un montant de 2,2 millions \$US sous forme d'actions, d'une valeur unitaire de 4,30 \$CA. TDT recevra également des paiements d'étape selon l'atteinte de certains objectifs ainsi que des redevances sur les revenus générés par les tests. Plus de 174 000 Américains et Canadiens reçoivent chaque année un diagnostic de cancer colorectal, le taux de récurrence pour ce type de cancer après chirurgie étant de près de 50 pour cent. Près de 61 000 personnes en meurent chaque année, ce qui en fait la deuxième cause de décès liée au cancer. DiagnoCure prévoit lancer le test GCC pour la stadification du cancer colorectal en 2008. Le marché potentiel pour ce test inclut près de 97 000 Américains et Canadiens qui, chaque année, sont considérés guéris après une chirurgie pour le cancer colorectal. L'expérience démontre que 30% de ces patients connaîtront une récurrence de la maladie, avec de fortes probabilités d'en mourir.

Le 16 août 2007, DiagnoCure annonçait l'acquisition de Catalyst Oncology, Inc. de Worcester, Massachusetts, et de ses tests pronostiques exclusifs pour les cancers du sein, du côlon, et potentiellement pour d'autres formes de cancers. DiagnoCure prévoit compléter le développement des tests et effectuer d'autres études cliniques de validation. L'entente prévoit un paiement initial d'environ 3 millions \$US, composé d'espèces et d'actions de DiagnoCure, ainsi que des paiements subséquents potentiels reliés à l'atteinte de certains jalons. Les tests acquis ont été validés dans le cadre de nombreuses études cliniques portant sur des patients atteints de cinq formes de cancer,

notamment le sein et le côlon. Les résultats ont démontré que ces tests s'avèrent d'importants indicateurs du risque de récurrence de la maladie chez le patient, et qu'ils peuvent également prédire la réponse à certaines thérapies contre le cancer tels le tamoxifène et la chimiothérapie traditionnelle. Les tests mesurent le niveau de tyrosine phosphorylée activée de la protéine Shc et de la protéine Shc p66 dans des spécimens de tissus. Avec près de 178 480 nouveaux cas et 40 460 décès estimés pour 2007 aux États-Unis seulement, le cancer du sein est le cancer le plus fréquemment diagnostiqué et la deuxième cause de décès liée au cancer chez la femme. Le taux de survie global sur une période de cinq ans est de 89 % mais décroît à 26 % lorsque le cancer s'est répandu à des organes éloignés.

PERFORMANCE GLOBALE

DiagnoCure a poursuivi sa croissance et a atteint ses objectifs afin de remplir sa mission d'être le chef de file du développement et de la commercialisation de tests diagnostiques à haute valeur ajoutée pour la détection et la gestion du cancer. En ce sens, DiagnoCure a modifié son plan d'affaires et sa mission, abandonnant ses activités de recherche dans les tests cellulaires et fournissant ainsi plus de ressources pour mener à bien les initiatives ciblées de la société dans le développement de tests moléculaires destinés au marché à haute valeur ajoutée de l'oncologie.

La performance globale de DiagnoCure doit être évaluée sur sa capacité à identifier ou acquérir de nouveaux produits et marqueurs et à développer des tests diagnostiques de grande qualité en fonction de ces découvertes ou acquisitions. L'annonce de l'acquisition, auprès de Targeted Diagnostics & Therapeutics, Inc., des droits mondiaux sur deux tests moléculaires à haute valeur ajoutée pour le cancer colorectal et de l'acquisition de Catalyst Oncology, Inc. et

de ses tests pronostiques exclusifs pour les cancers du sein, du côlon et potentiellement d'autres formes de cancers, témoigne du succès de la société dans sa stratégie d'affaires au cours du dernier exercice financier.

En plus de ces acquisitions et mises sous licence, la performance globale est également évaluée d'après la capacité de la société de financer sa stratégie d'affaires. Au cours du deuxième trimestre, la société a complété avec succès un appel public à l'épargne de 5 850 000 actions ordinaires au prix de 4,30\$ l'action pour un montant brut de 25 155 000\$. Cet appel public à l'épargne a été mené par Financière Banque Nationale Inc., qui a chapeauté un syndicat de preneurs ferme. Le produit tiré du nouveau financement servira à l'acquisition et à la mise sous licence de nouveaux biomarqueurs pour le cancer et à l'intégration de tests à haute valeur ajoutée dans des laboratoires de référence, permettant ainsi l'expansion et la diversification du portefeuille de produits de la société.

PERSPECTIVES POUR 2008

Au cours de l'exercice 2008, la société poursuivra sa nouvelle mission de devenir le chef de file du développement et de la commercialisation de tests diagnostiques à haute valeur ajoutée pour la détection et la gestion du cancer, qui présentent une utilité clinique afin de mieux définir et de prendre de meilleures décisions de traitement pour différents types de cancer. Le diagnostic moléculaire est le segment du marché du diagnostic *in vitro* présentant la plus forte croissance et qui, en plus de modifier l'approche de gestion de la maladie, connaît un taux de croissance annuel composé (TCAC) de 16,5%, la validation clinique de tests moléculaires et des biomarqueurs associés créant de nouveaux marchés et remplaçant des tests diagnostiques *in vitro* existants. Qui plus est, l'ère de la génomique et de la protéomique a ouvert la voie à une nouvelle source de biomarqueurs de plus en plus acceptés en milieu clinique (par exemple PCA3 pour le cancer de la prostate, GCC pour le cancer colorectal). En particulier, une croissance importante est prévue dans le secteur de l'oncologie, avec un TCAC de 36%. Bien que des investissements importants soient requis pour concurrencer efficacement dans ce domaine, le rendement sur l'investissement est hautement positif compte tenu de la tarification élevée accordée à ce type de produit.

La société prévoit ouvrir un laboratoire de services homologué CLIA aux États-Unis afin d'offrir ses tests exclusifs directement aux médecins et à leurs patients. Plus particulièrement, DiagnoCure prévoit lancer son premier test pour la stadification du cancer colorectal fondé sur la technologie du gène GCC, dont elle a fait l'acquisition, en 2007, auprès de Targeted Diagnostics & Therapeutics, Inc.

En ce qui a trait à son test ImmunoCyt^{MC}/uCyt+^{MC} pour le cancer de la vessie, DiagnoCure poursuivra toujours activement sa recherche d'un partenaire extérieur solide pour faciliter la croissance continue de ce produit tout en s'assurant que ses clients reçoivent un produit de qualité ainsi qu'un soutien technique et de service à la clientèle durant la période de transition.

Au cours de l'exercice 2008, la société poursuivra le développement des tests pronostiques exclusifs fondés sur des protéines Shc pour les cancers du sein, du côlon et potentiellement d'autres formes de cancers qu'elles a acquis de Catalyst Oncology, Inc. en plus de procéder à des études cliniques de validation.

De plus, DiagnoCure a l'intention de conclure des partenariats avec des chercheurs et des organisations clés, et d'utiliser ses connaissances de la technologie des acides nucléiques et son expérience du développement de tests diagnostiques *in vitro*, afin de tirer parti du potentiel croissant des diagnostics moléculaires pour la gestion du cancer. La société visera également des cibles potentielles de fusion et d'acquisition, notamment des partenaires pouvant contribuer à la mission et à la stratégie de DiagnoCure.

Finalement, DiagnoCure continuera de travailler en étroite collaboration et de soutenir activement Gen-Probe dans la commercialisation du test PCA3.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION

Les revenus totaux pour 2007 se sont établis à 3 467 425\$ comparativement à 5 033 853\$ pour la même période de 2006. La prise en compte des paiements calendaires découlant de l'entente avec Gen-Probe s'est établie à 1 711 940\$ pour l'exercice, soit une baisse de 1 508 795\$ par rapport à l'année précédente en raison de la fin de la comptabilisation de ces paiements, lesquels ont été amortis sur une période de 42 mois à compter de la date de signature de l'entente initiale. Les redevances sur les ventes du PCA3 reçues de Gen-Probe se sont établies à 127 843\$ pour 2007 comparativement à 11 944\$ pour 2006. Les ventes du test ImmunoCyt^{MC} / uCyt+^{MC} pour le cancer de la vessie se sont chiffrées à 352 351\$ pour 2007 comparativement à 378 327\$ pour la même période de l'année précédente. Le test uPM3^{MC} de DiagnoCure ayant été retiré du marché en milieu de 2006 après que Gen-Probe ait débuté la vente de sa version du test PCA3, la société n'a enregistré aucune vente de ce test en 2007. Les ventes par DiagnoCure de sa version ASR du test uPM3^{MC} pour le cancer de la prostate s'étaient établies à 376 660\$ en 2006. Également, en 2007, DiagnoCure a vendu moins d'échantillons cliniques à Gen-Probe, indiquant ainsi la fin de leur R-D liée au cancer de la prostate, pour un montant de 80 412\$ comparativement à 258 418\$ pour l'exercice 2006.

Les revenus d'intérêt ont augmenté de 407 871\$, passant de 787 008\$ pour l'exercice financier 2006 à 1 194 879\$ pour la même période de 2007. Cette augmentation est attribuable aux intérêts générés par le produit net de 23 353 098\$ reçu, en avril 2007, à la suite de

l'appel public à l'épargne de 5 850 000 actions ordinaires au prix de 4,30\$ chacune (voir la section *Emploi du produit provenant du financement d'avril 2007*).

Le coût des ventes a diminué de 321 230\$, passant de 585 515\$ pour 2006 à 264 285\$ pour 2007. Cette diminution est liée à une baisse réelle des ventes de produits, comme mentionné précédemment.

Les frais d'exploitation découlant des activités poursuivies avant rémunération à base d'actions et frais de restructuration, sont demeurés relativement stables à 9 545 873\$ pour 2007 comparativement à 9 604 525\$ pour 2006. Les frais d'exploitation totaux pour l'exercice, incluant les éléments non monétaires relatifs à la rémunération à base d'actions et aux frais de restructuration, se sont établis à 12 359 359\$ comparativement à 10 936 924\$ pour 2006. Les principaux facteurs expliquant cette augmentation sont les suivants :

- Les dépenses de recherche et développement, nettes des crédits d'impôt à l'investissement, ont diminué de 1 091 791\$, passant de 4 046 163\$ pour l'exercice 2006 à 2 954 372\$ pour la même période de 2007. Cette diminution des dépenses de recherche et développement reflète la décision de la société de centrer ses activités sur les diagnostics moléculaires et de cesser de soutenir les activités d'amélioration de son test pour le cancer de la vessie. Conséquemment, DiagnoCure a réduit ses dépenses et son personnel de recherche et développement.

- Les frais généraux et d'administration ont augmenté de 2 197 229\$ pour 2006 à 2 405 951\$ pour la même période de 2007. Cette augmentation de 208 722\$ est attribuable à l'indemnité versée au chef de la direction financière après l'annonce de son départ de la société, ainsi qu'aux dépenses relatives à l'assemblée extraordinaire des actionnaires.
- Les frais de ventes et de développement des affaires ont augmenté de 494 082\$, passant de 2 933 477\$ en 2006 à 3 427 559\$ pour la même période de 2007. Cette augmentation est attribuable à la mise en œuvre du plan d'affaires de la société qui prévoit des activités pour identifier et conclure de nouvelles alliances stratégiques, des acquisitions ou des mises sous licence potentielles.
- Les frais de restructuration se sont établis à 1 262 685\$ pour 2007, conséquence du changement de stratégie d'entreprise qui comprend la décision de la société de cesser ses activités de recherche et développement relatives à l'amélioration de son test cellulaire pour le cancer de la vessie, et la réduction de ses activités de marketing en soutien à ce produit. Cette décision s'est soldée par une réaffectation des ressources en appui à la nouvelle stratégie afin de refléter les nouvelles compétences requises chez les chercheurs de DiagnoCure, ainsi que par une réduction du nombre d'employés à l'appui des projets de recherche et développement, incluant certains postes administratifs et de marketing.
- Les dépenses relatives à la rémunération à base d'actions, un élément non monétaire, ont augmenté de 218 402\$, passant de 1 332 399\$ pour 2006 à 1 550 801\$ pour la même période de 2007. Cette augmentation résulte de l'octroi, en 2006, de 575 000 options octroyées à l'extérieur du régime au nouveau Président et Chef de la direction. Cet octroi représente une dépense de 776 570\$ pour 2007.

Compte tenu des éléments mentionnés précédemment, DiagnoCure a enregistré une perte nette avant rémunération à base d'actions et frais de restructuration de 6 342 733\$ pour l'exercice terminé le 31 octobre 2007, comparativement à 5 159 187\$ pour la même période de 2006, une augmentation de 1 183 546\$. La perte nette découlant des activités poursuivies, incluant la rémunération à base d'actions et les frais de restructuration, s'est établie à 9 156 219\$ ou 0,24\$ l'action pour l'exercice 2007, comparativement à 6 491 586\$ ou 0,19\$ l'action pour la même période de 2006. Ces résultats se situent dans la perspective du plan d'affaires de la société et de son engagement continu à développer des tests pour la détection et la gestion du cancer. La perte de l'exercice 2007 reflète également les premières actions entreprises afin de centrer les activités de la société sur les tests diagnostiques à haute valeur ajoutée, par l'acquisition et la mise sous licence de nouveaux biomarqueurs pour le cancer et par l'établissement d'un laboratoire de référence pour la mise en marché de ces tests.

Au 31 octobre 2007, les espèces, les placements à court terme et à long terme se sont établis à 32 867 526 \$, une hausse de 14 548 332 \$ par rapport aux 18 319 194 \$ au 31 octobre 2006, ce qui représente une utilisation moyenne des fonds de seulement 469 000 \$ par mois au cours

de l'exercice. Le 20 novembre 2006, la société a également reçu le versement contractuel final de 2 millions \$US de Gen-Probe. La direction est confiante de détenir les ressources financières nécessaires pour la réalisation de son plan d'affaires à court et à moyen termes.

Information annuelle sélectionnée

(Les données présentées dans le tableau suivant proviennent des états financiers consolidés vérifiés de la société)

	2007	2006	2005
	\$	\$	\$
Ventes	432 763	1 013 405	1 054 110
Revenus provenant d'un contrat de recherche et de licence	1 839 783	3 230 440	3 997 806
Intérêts	1 194 879	787 008	723 357
Revenus totaux	3 467 425	5 030 853	5 775 273
Coût des ventes	264 285	585 515	575 099
Frais d'exploitation (avant rémunération à base d'actions et frais de restructuration)	9 545 873	9 604 525	6 986 789
Rémunération à base d'actions	1 550 801	1 332 399	1 262 034
Frais de restructuration (note 5)	1 262 685	—	—
Frais d'exploitation	12 359 359	10 936 924	8 248 823
Perte nette avant les activités abandonnées	(9 156 219)	(6 491 586)	(3 048 649)
Perte découlant des activités abandonnées	—	(595 044)	(1 480)
Perte nette	(9 156 219)	(7 086 630)	(3 050 129)
Perte de base et diluée par action			
Activités poursuivies	(0,24)	(0,19)	(0,09)
Activités abandonnées	—	(0,02)	(0,00)
Perte nette de base et diluée par action	(0,24)	(0,21)	(0,09)
Moyenne pondérée des actions en circulation	38 422 096	34 401 548	34 232 702

Actif total et capitaux propres

L'actif total s'est établi à 43 585 440\$ au 31 octobre 2007 comparativement à 21 347 421\$ au 31 octobre 2006. Cette augmentation

s'explique principalement par le produit net de 23 353 098\$ découlant de l'appel public à l'épargne d'avril 2007. La valeur comptable par action ordinaire s'établissait à 0,96\$ au 31 octobre 2007 comparativement à 0,57\$ par action ordinaire au 31 octobre 2006.

(Les données présentées dans le tableau suivant proviennent des états financiers consolidés vérifiés de la société)

	2007 \$	2006 \$	2005 \$
Actif total avant les activités abandonnées	43 585 440	21 347 421	26 324 607
Actifs reliés aux activités abandonnées	—	---	571 032
Actif total	43 585 440	21 347 421	26 895 639
Avoir des actionnaires	40 191 471	19 704 640	25 313 138
Nombre d'actions en circulation	41 718 463	34 451 142	34 310 910

Situation de trésorerie et sources de financement

Les flux de trésorerie requis pour les activités d'exploitation se sont établis à 5 628 014\$ pour l'exercice financier 2007 comparativement à 3 517 577\$ pour la même période de 2006, une augmentation de 2 110 437\$ qui s'explique par une augmentation de la perte nette et par une variation de 754 870\$ des comptes à recevoir à la suite de la réception, en novembre 2006, du dernier paiement calendaire de Gen-Probe. Les activités d'investissement ont nécessité des liquidités de 17 383 719\$ pour l'exercice 2007 alors que, pour la même période de 2006, elles avaient généré des flux de trésorerie de 3 298 342\$. Ce montant de 17 383 719\$ requis en 2007 est attribuable aux investissements réalisés relativement aux liquidités reçues à la suite de l'appel public à l'épargne d'avril 2007.

En 2007, la société a fait l'acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles pour la somme de 3 307 045\$, provenant principalement de l'acquisition de la licence GCC et de Catalyst Oncology, Inc., comparativement à 527 615\$ pour 2006. Les activités de financement ont généré une somme de 23 483 391\$ en 2007 comparativement à 145 733\$ pour la même période de 2006, variation principalement attribuable à l'émission d'actions à la suite de l'appel public à l'épargne d'avril 2007.

Les réserves de caisse de DiagnoCure sont investies dans des placements liquides de haute qualité à échéances variées, sélectionnés en tenant compte des dépenses en capital et des dépenses d'exploitation prévues au cours des prochains exercices et des taux d'intérêt en vigueur.

Les besoins de financement de DiagnoCure peuvent varier selon plusieurs facteurs. Les besoins de la société pour les années à venir dépendront de sa capacité à générer des revenus

de ventes, à former des alliances stratégiques, des partenariats de recherche ainsi que de l'évolution des programmes de recherche et des produits issus de ces ententes.

Flux de trésorerie

(Les données présentées dans le tableau suivant proviennent des états financiers consolidés vérifiés de la société)

	2007	2006	2005
	\$	\$	\$
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	(5 628 014)	(3 517 577)	(3 509 060)
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(17 383 719)	3 298 342	3 356 664
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	23 483 391	145 733	221 329

Capital émis et en circulation

Au 14 janvier 2008, la société avait 41 720 130 actions ordinaires et 3 409 249 options en circulation permettant l'acquisition d'actions ordinaires.

RÉSULTATS DU QUATRIÈME TRIMESTRE

L'ensemble des revenus pour le quatrième trimestre de 2007 s'est établi à 495 844\$ comparativement à 1 193 775\$ pour la même période de 2006. Au cours du quatrième trimestre de 2007, DiagnoCure n'a comptabilisé aucun paiement calendaire découlant de l'entente avec Gen-Probe comparativement à 818 409\$ pour le quatrième trimestre de l'exercice précédent. Cette diminution reflète la fin de la comptabilisation des paiements calendaires de Gen-Probe, lesquels ont été amortis sur une période de 42 mois à compter de la date de signature de l'entente initiale. Les redevances sur les ventes du test PCA3 reçues de Gen-Probe se sont établies à 43 787\$ pour le quatrième trimestre de 2007 comparativement à 6 480\$ pour le quatrième trimestre de 2006. Les ventes du test ImmunoCyt^{MC}/uCyt^{MC} pour le cancer de la vessie ont diminué de 31 717\$ pour se chiffrer à 80 218\$ pour le quatrième trimestre de 2007 comparativement à 111 935\$ pour la même période de l'année précédente, une diminution de 31 717\$. Le test uPM3^{MC} de DiagnoCure ayant été retiré du marché en milieu de 2006 après que Gen-Probe ait débuté la vente de sa version du test PCA3, la société n'a enregistré aucune vente de ce test pour le quatrième trimestre de 2007. Également, durant cette période, DiagnoCure a vendu moins d'échantillons cliniques à Gen-Probe, pour un montant de 13 911\$ comparativement à 61 583\$ pour l'exercice 2006, indiquant ainsi la fin de leur R-D liée au cancer de la prostate.

Les revenus d'intérêt ont augmenté de 162 559\$, passant de 195 369\$ pour le quatrième trimestre de 2006 à 357 928\$ pour la même période de 2007. Cette augmentation est

attribuable aux intérêts générés par le produit net de 23 353 098\$ reçu à la suite de l'appel public à l'épargne d'avril 2007.

Le coût des ventes a diminué de 44 326\$, passant de 112 792\$ pour le quatrième trimestre de 2006 à 68 466\$ pour le quatrième trimestre de 2007. Cette diminution est liée à une baisse réelle des ventes, comme il est mentionné précédemment, du test ImmunoCyt^{MC}/uCyt^{MC} et des échantillons cliniques.

Compte tenu des éléments qui précèdent, pour le quatrième trimestre de 2007, DiagnoCure a enregistré une perte nette de 3 320 193\$, ou 0,09\$ l'action, comparativement à 1 718 318\$, ou 0,06\$ l'action, pour le quatrième trimestre de 2006. Ces résultats se situent dans la perspective du plan d'affaires de la société et reflètent également les premières actions entreprises afin de centrer les activités de la société sur les tests diagnostiques à haute valeur ajoutée, par l'acquisition et la mise sous licence de nouveaux biomarqueurs pour le cancer et l'établissement d'un laboratoire de référence pour la mise en marché de ces tests.

À la fin du trimestre, les espèces, les placements à court terme et à long terme se sont établis à 32 867 526\$, une hausse de 14 548 332\$ par rapport à 18 319 194\$ au 31 octobre 2006, attribuable au produit net de 23 353 098\$ découlant de l'appel public à l'épargne d'avril 2007. Ceci représente une utilisation mensuelle des liquidités de seulement 469 000\$ pour l'année. La direction est confiante de détenir les liquidités nécessaires pour mettre en œuvre son plan d'affaires à court et moyen termes.

Résumé des résultats trimestriels

(Non vérifiés)

Trimestres terminés en 2007

	31 janvier	30 avril	31 juillet	31 octobre
Revenus totaux	1 176 577	1 232 559	562 445	495 844
Coût des ventes	84 462	64 524	52 474	68 466
Frais d'exploitation (avant les frais de restructuration)	2 636 910	2 358 127	2 698 425	3 397 571
Perte nette avant les frais de restructuration	(1 544 795)	(1 190 092)	(2 188 454)	(2 970 193)
Frais de restructuration	912 685	—	—	350 000
Perte nette	(2 457 480)	(1 190 092)	(2 188 454)	(3 320 193)
Perte de base et diluée par action	(0,07)	(0,03)	(0,05)	(0,09)

Trimestres terminés en 2006 (retraités)

	31 janvier	30 avril	31 juillet	31 octobre
Revenus totaux	1 405 313	1 263 057	1 170 037	1 192 446
Coût des ventes	188 981	179 882	104 041	112 611
Frais d'exploitation	2 862 532	2 688 389	2 587 848	2 798 155
Perte nette avant les activités abandonnées	(1 646 200)	(1 605 214)	(1 521 854)	(1 718 318)
Perte nette découlant des activités abandonnées	(52 448)	(61 038)	(92 164)	(389 394)
Perte nette	(1 698 648)	(1 666 252)	(1 614 018)	(2 107 712)
Perte de base et diluée par action	(0,05)	(0,05)	(0,05)	(0,06)

Arrangements hors bilan

Au 31 octobre 2007, DiagnoCure n'avait pas d'arrangement hors bilan si ce n'est les contrats de location décrits sous la rubrique « Obligations contractuelles » du présent rapport.

Emploi du produit provenant du financement de juillet 2004

En juillet 2004, la société a tiré d'un financement par voie de prospectus simplifié, un produit net de 22 332 108 \$ provenant de l'émission de 5 millions d'actions ordinaires à 4,75 \$ l'action. À ce moment, la société a effectué certaines estimations quant à l'emploi du produit de cette émission. Au 31 octobre 2007, approximativement 16,20 millions de dollars des fonds provenant de l'appel public à l'épargne de juillet 2004 ont été utilisés pour des projets spécifiques et à des fins corporatives générales tels qu'énumérés au tableau ci-dessous. Puisque les flux de trésorerie de la société proviennent de nombreuses sources, certaines hypothèses ont été requises afin de déterminer

comment les fonds provenant de l'appel public à l'épargne ont été dépensés et attribués. Ces hypothèses sont les suivantes :

- Les dépenses courantes d'exploitation et administratives de la société sont financées à partir des paiements de licence provenant de Gen-Probe, des revenus d'intérêt et de la marge brute réalisée sur nos ventes.
- Les fonds additionnels requis par la société, à des fins autres que celles énumérées aux items ci-dessous, sont financés à même le produit de l'appel public à l'épargne de juillet 2004.

Compte tenu de ces hypothèses, voici un résumé de « l'Emploi du produit » provenant de l'appel public à l'épargne de juillet 2004 :

Description de « l'Emploi du produit »	Estimation totale de l'emploi du produit tel que divulgué au moment de l'appel public à l'épargne de juillet 2004	Montant dépensé au 31 octobre 2007
Amélioration du test de dépistage du cancer de la prostate uPM3 ^{MC} , mise au point d'applications complémentaires et examen du potentiel thérapeutique de la technologie PCA3	4,00 millions de dollars	3,90 millions de dollars
Soutien à la commercialisation et au perfectionnement de l'automatisation de dépistage du cancer de la vessie ImmunoCyt ^{MC} / uCyt+ ^{MC}	2,50 millions de dollars	2,60 millions de dollars
Avancement de la mise au point de tests de dépistage du cancer du poumon et du cancer du rein ainsi que le lancement de la mise au point d'autres tests de dépistage du cancer	10,50 millions de dollars	5,20 millions de dollars
Acquisition de technologies complémentaires et autres fins générales de l'entreprise	5,33 millions de dollars	4,50 millions de dollars

Emploi du produit provenant du financement d'avril 2007

En avril 2007, la société a tiré d'un financement par voie de prospectus simplifié, un produit net de 23 353 098\$ provenant de l'émission de 5,8 millions d'actions ordinaires à 4,30\$ l'action. À ce moment, la société a effectué certaines estimations quant à l'emploi du

produit de cette émission. Au 31 octobre 2007, approximativement 5,97 millions de dollars des fonds provenant de l'appel public à l'épargne d'avril 2007 ont été utilisés pour l'acquisition et la mise sous licence de nouveaux biomarqueurs du cancer et à des fins de développement de produits (voir le tableau détaillé «*Emploi du produit*» ci-dessous) :

Description de « <i>l'Emploi du produit</i> »	Montant dépensé au 31 octobre, 2007
Acquisition et intégration ou partenariat avec un ou plusieurs laboratoires de référence	0,97 million de dollars
Expansion du portefeuille de produits	0,50 million de dollars
Acquisition ou mise sous licence de nouveaux biomarqueurs du cancer et développement de produits	4,50 millions de dollars

Principales estimations comptables

Lors de la préparation de ses états financiers, la direction doit faire des estimations et formuler des hypothèses qui touchent les montants présentés dans les états financiers et les notes afférentes. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations. De l'avis de la direction, les états financiers ont été préparés adéquatement en faisant preuve de jugement dans les limites de l'importance relative et dans le cadre des conventions comptables décrites à la note 2 afférente aux états financiers consolidés. La société évalue périodiquement ses estimations et hypothèses en se fondant sur son expérience passée et d'autres facteurs pertinents. Les paragraphes qui suivent donnent des précisions sur les principales estimations et hypothèses utilisées.

Crédits d'impôt à l'investissement

La société a engagé des dépenses de recherche et développement qui sont admissibles à des crédits d'impôt à l'investissement. Ces crédits, comptabilisés en réduction des dépenses de recherche et développement, se sont élevés à 493 167\$ pour l'exercice financier 2007 (589 192\$ pour l'exercice financier 2006) et sont fondés sur des estimations par la direction des montants devant être recouverts. Toutefois, ces montants doivent être vérifiés par les autorités fiscales. La direction est d'avis qu'elle a procédé à une estimation raisonnable de ces montants.

Dépréciation d'actifs à long terme

Les actifs à long terme, certains actifs incorporels identifiables et actifs de propriété intellectuelle sont passés en revue régulièrement par la direction pour déterminer s'ils ont subi une réduction de valeur quand des événements ou des changements de situation indiquent que la valeur comptable d'un actif pourrait ne pas être recouvrable. La dépréciation est évaluée en comparant la valeur comptable d'un actif avec les flux de trésorerie nets futurs non actualisés prévus à l'utilisation ainsi qu'avec sa valeur résiduelle (valeur recouvrable nette). Si l'on considère que la valeur des actifs a subi une dépréciation, le montant de la dépréciation à comptabiliser correspond à l'excédent de la valeur comptable des actifs sur la juste valeur.

Obligations contractuelles

La société s'est engagée dans des obligations contractuelles en vertu d'un bail visant des locaux pour les montants suivants :

Paiements exigibles par année

Obligations contractuelles	Total	Année 1	Années 2 et 3	Années 4 et 5	Années 6 et +
Contrat de location-exploitation	2 929 906 \$	543 711 \$	1 126 626 \$	609 738 \$	649 831 \$

DiagnoCure loue présentement des locaux d'une superficie de 32 808 pi² dans un immeuble qui abrite son siège social et ses laboratoires de recherche et développement en vertu d'un bail venant à échéance en 2011. Les paiements annuels exigibles pour le prochain exercice en vertu de ce contrat de location-exploitation s'établissent à 328 088 \$.

Rémunération à base d'actions

La société détermine la juste valeur des options attribuées aux salariés et aux administrateurs. Cette juste valeur est établie en vertu du modèle d'établissement du prix des actions Black-Scholes nécessitant des estimations pour les taux d'intérêt sans risque en vigueur, le rendement en dividende prévu, la volatilité des actions de la société et la durée de vie des options.

Instruments financiers dérivés

DiagnoCure n'a pas recours à des instruments de couverture des risques de change ou de risques d'autres natures.

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2007, la société a conclu des ententes de licence avec des tierces parties relativement à des droits de propriété intellectuelle. Ces ententes sont d'une durée initiale de 10 ans. La société a consenti à payer des redevances sur tout produit vendu dérivé des technologies sous-jacentes ainsi que des paiements d'étape reliés à l'atteinte de certains jalons, le cas échéant. De plus, en vertu de ces contrats de licence, la société devra verser les sommes supplémentaires suivantes, à moins qu'elle n'utilise ses droits de mettre fin aux ententes : 105 000\$ (100 000\$US) en espèces le 31 janvier 2008, 262 500\$ (250 000\$US) en espèces et 1 050 000\$ (1 000 000\$US) en espèces ou en actions ordinaires de la société, à sa seule discrétion, le 30 avril 2008.

Modifications de conventions comptables récemment publiées

Les normes comptables suivantes ont été publiées récemment par l'ICCA. La société évalue actuellement la portée de ces normes ainsi que leurs impacts sur ses états financiers.

HARMONISATION DES NORMES CANADIENNES ET INTERNATIONALES – En mars 2006, le Conseil des normes comptables de l'ICCA a publié son nouveau plan stratégique qui propose d'abandonner les PCGR canadiens pour réaliser une convergence intégrale avec les International Financial Reporting Standards. La période de transition s'étalera sur environ cinq ans et, à la fin de cette période, les PCGR canadiens cesseront d'exister en tant qu'ensemble distinct de règles d'information financière pour les sociétés ayant une obligation

publique de rendre des comptes. La société surveillera les modifications découlant de cette convergence.

Contrôles et procédures de communication de l'information

Le Président et Chef de la direction et le Directeur, Finance et administration de la société sont responsables d'établir et de maintenir des contrôles et procédures de communication de l'information, tels que définis par le Règlement 52-109 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières. Ils sont assistés dans cette responsabilité par le comité de divulgation, lequel est composé de cadres dirigeants de la société.

Sous leur supervision, une évaluation a été réalisée pour mesurer l'efficacité des contrôles et procédures liés à la préparation de documents d'information, y compris le présent rapport de gestion, le rapport annuel, la notice annuelle et la circulaire de sollicitation de procurations. En se fondant sur cette évaluation, le Président et Chef de la direction et le Directeur, Finance et administration de la société ont conclu que les contrôles et procédures de communication de l'information étaient efficaces à la fin de l'exercice terminé le 31 octobre 2007 et, plus spécifiquement, que la conception de ces contrôles et procédures fournit une assurance raisonnable que les informations importantes relatives à la société, y compris ses filiales consolidées, leur sont communiquées pendant la période de préparation de ces documents d'information.

Facteurs de risque

Les activités de la société sont soumises à certains facteurs de risque et incertitudes qui touchent généralement l'ensemble des sociétés œuvrant dans le secteur de la biotechnologie. La rentabilité future de DiagnoCure dépend de sa capacité à développer avec succès ses technologies et ses produits, à conserver à son service un personnel hautement qualifié, à préserver ses droits de propriété intellectuelle, à établir des alliances stratégiques et des partenariats de recherche et des ententes d'octroi de licences, à obtenir des résultats

satisfaisants à l'égard des études cliniques sur ses produits et à obtenir les approbations réglementaires qui lui permettront de commercialiser ses produits. Ce processus requiert l'investissement de ressources financières importantes. Par conséquent, la capacité de la société à obtenir les fonds nécessaires pour financer ses activités est fondamentale pour ses succès futurs et constitue comme tel un risque. Le lecteur est prié de se reporter aux risques et incertitudes de nature générale décrits dans la plus récente notice annuelle d'information de DiagnoCure sous la rubrique « Facteurs de risque ».

Mise en garde

L'analyse et les commentaires de la direction qui précèdent ont pour but de faciliter la compréhension des états financiers consolidés vérifiés et des notes afférentes et devraient donc être lus conjointement avec ces documents. Ces analyses et commentaires incluent des objectifs, projections, estimations, attentes, prévisions et prédictions de la société ou de la direction, lesquels peuvent être de nature prospective. Ces déclarations prospectives sont fondées sur des anticipations et hypothèses et comportent également des risques et incertitudes, connus et inconnus, dont plusieurs se révèlent hors du contrôle de DiagnoCure. En conséquence, les lecteurs sont mis en garde contre le risque d'accorder

une crédibilité excessive à ces déclarations prospectives. Les déclarations de nature prospective concernant la résultante des projets de recherche et développement et les revenus futurs sont fondés sur les prévisions de la direction. De plus, le lecteur est prié de se reporter aux risques et incertitudes de nature générale décrits dans la plus récente notice annuelle d'information de DiagnoCure sous la rubrique «Facteurs de risque». DiagnoCure décline toute obligation de réviser ou de mettre à jour les déclarations prospective continues aux présentes.

Il est possible de se procurer davantage de renseignements sur la société en consultant le site internet suivant : www.diagnocure.com

(Signé)

John C. Schafer

Président et Chef de la direction

(Signé)

Frédéric Boivin

Directeur, Finance et administration

Québec, Canada

Le 14 janvier 2008

RESPONSABILITÉ DE LA DIRECTION RELATIVEMENT À L'INFORMATION FINANCIÈRE

Les états financiers consolidés de DiagnoCure inc. ainsi que les autres renseignements contenus dans le présent rapport annuel sont la responsabilité de la direction et font l'objet d'une approbation par le conseil d'administration.

Cette responsabilité repose sur un choix judicieux de méthodes et principes comptables appropriés dont l'application nécessite le jugement éclairé de la direction. Les états financiers consolidés ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada. De plus, l'information financière incluse dans le rapport annuel concorde avec celle des états financiers consolidés.

DiagnoCure inc. maintient des systèmes de comptabilité et de contrôles administratifs qui, de l'avis de la direction, assurent raisonnablement l'exactitude, la pertinence et la fiabilité de l'information financière, de même que la conduite efficace et ordonnée des affaires de la société.

Le Conseil d'administration s'assure que la direction assume ses responsabilités à l'égard de la présentation de l'information financière. De plus, il a la responsabilité ultime d'examiner et d'approuver les états financiers. C'est par le biais de son comité de vérification, lequel est constitué d'administrateurs externes, que le conseil d'administration s'acquitte de cette responsabilité. Les membres de ce comité rencontrent la direction et les vérificateurs externes afin de discuter des contrôles internes exercés sur le processus de présentation de l'information financière, des questions de vérification et de présentation de l'information financière, de s'assurer que chaque intervenant s'acquitte de ses fonctions adéquatement, et finalement, d'examiner les états financiers consolidés ainsi que le rapport des vérificateurs externes.

Les vérificateurs externes, Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L., désignés par les actionnaires, ont vérifié les états financiers consolidés pour les exercices terminés les 31 octobre 2007 et 2006 et ce, conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. De plus, les vérificateurs ont accès au comité de vérification en tout temps.

Québec, Canada
14 janvier 2008

(Signé)

John C. Schafer
Président et Chef de la direction

(Signé)

Frédéric Boivin
Directeur, Finance et administration

RAPPORT DES VÉRIFICATEURS

Aux actionnaires de

DiagnoCure inc.,

Nous avons vérifié les bilans consolidés de DiagnoCure inc. aux 31 octobre 2007 et 2006 et les états consolidés du déficit, des résultats et du résultat étendu et des flux de trésorerie des exercices terminés à ces dates. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la société. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur nos vérifications.

Nos vérifications ont été effectuées conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont

exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la société aux 31 octobre 2007 et 2006 ainsi que des résultats de son exploitation et de ses flux de trésorerie pour les exercices terminés à ces dates selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Ernst & Young P.A.L./S.E.N.C.R.L.

Comptables agréés

Québec, Canada

Le 22 novembre 2007

Aux 31 octobre

	2007 \$	2006 \$
ACTIF		
Actif à court terme		
Trésorerie et équivalents de trésorerie	651 586	179 928
Placements à court terme [note 7]	24 575 456	11 950 905
Débiteurs [note 8]	272 523	981 897
Crédits d'impôt à l'investissement à recevoir [note 13]	485 402	480 252
Charges payées d'avance	213 588	215 385
Total de l'actif à court terme	26 198 555	13 808 367
Placements à long terme [note 9]	7 640 484	6 188 361
Immobilisations corporelles [note 10]	1 162 745	1 080 067
Actifs incorporels [note 11]	8 583 656	270 626
	43 585 440	21 347 421
PASSIF ET CAPITAUX PROPRES		
Passif à court terme		
Créditeurs et charges à payer	2 288 677	1 642 781
Total du passif à court terme	2 288 677	1 642 781
Passif d'impôts futurs [notes 4 et 14]	1 105 292	—
Capitaux propres		
Capital social [note 12]	89 609 479	59 697 388
Surplus d'apport [note 12]	6 063 454	4 530 593
Déficit	(55 481 462)	(44 523 341)
	40 191 471	19 704 640
	43 585 440	21 347 421

Engagements [note 17]

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

Au nom du conseil d'administration,

(Signé)

John C. Schafer
 Administrateur

(Signé)

Yves Fradet
 Administrateur

ÉTATS DU DÉFICIT CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 octobre

	2007	2006
	\$	\$
Déficit au début de l'exercice	(44 523 341)	(37 436 711)
Perte nette	(9 156 219)	(7 086 630)
Frais d'émission d'actions ordinaires [note 12]	(1 801 902)	—
Déficit à la fin de l'exercice	(55 481 462)	(44 523 341)

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

ÉTATS DES RÉSULTATS ET DU RÉSULTAT ÉTENDU CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 octobre

	2007 \$	2006 \$
Produits		
Ventes	432 763	1 013 405
Coût des ventes	(264 285)	(585 515)
Marge brute	168 478	427 890
Revenus provenant d'un contrat de recherche et de licence	1 839 783	3 230 440
Intérêts	1 194 879	787 008
	3 203 140	4 445 338
Frais d'exploitation [note 16]		
Frais de recherche et développement	3 447 539	4 635 355
Crédits d'impôt à l'investissement	(493 167)	(589 192)
	2 954 372	4 046 163
Frais de vente et de développement des affaires	3 427 559	2 933 477
Frais d'administration	2 405 951	2 194 990
Rémunération à base d'actions	1 550 801	1 332 399
Frais de restructuration [note 5]	1 262 685	—
Amortissement des immobilisations corporelles	404 264	361 733
Amortissement des actifs incorporels	238 466	42 635
Dépréciation des actifs incorporels	82 757	—
Frais financiers	32 504	25 527
	12 359 359	10 936 924
Perte découlant des activités poursuivies avant impôts sur les bénéfices	(9 156 219)	(6 491 586)
Provision pour impôts sur les bénéfices	—	—
Perte découlant des activités poursuivies	(9 156 219)	(6 491 586)
Perte découlant des activités abandonnées [note 6]	—	(595 044)
Perte nette et résultat étendu	(9 156 219)	(7 086 630)
Perte de base et diluée par action découlant des activités poursuivies [note 12]	(0,24)	(0,19)
Perte de base et diluée par action découlant des activités abandonnées [note 12]	—	(0,02)
Perte nette de base et diluée par action	(0,24)	(0,21)
Nombre moyen pondéré des actions ordinaires en circulation	38 422 096	34 401 548

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

ÉTATS DES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

Pour les exercices terminés les 31 octobre

	2007 \$	2006 \$
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION		
Perte découlant des activités poursuivies	(9 156 219)	(6 491 586)
Rajustement pour :		
Rémunération à base d'actions	1 550 801	1 332 399
Amortissement	642 730	404 368
Dépréciation des actifs incorporels	82 757	—
	(6 879 931)	(4 754 819)
Variation nette des éléments hors caisse du fonds de roulement	1 251 917	1 237 242
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	(5 628 014)	(3 517 577)
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT		
Variation des placements	(14 076 674)	3 825 957
Acquisition d'immobilisations corporelles	(486 942)	(467 404)
Acquisition d'actifs incorporels [note 11]	(1 706 483)	(60 211)
Acquisition d'entreprise [note 4]	(1 113 620)	—
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(17 383 719)	3 298 342
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT		
Émission d'actions ordinaires [notes 4 et 12]	25 285 293	145 733
Frais d'émission d'actions ordinaires	(1 801 902)	—
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	23 483 391	145 733
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie découlant des activités poursuivies	471 658	(73 502)
Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie découlant des activités abandonnées [note 6]	—	(385 137)
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie de l'exercice	471 658	(458 639)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice	179 928	638 567
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice	651 586	179 928

Voir les notes afférentes aux états financiers consolidés.

NOTES AFFÉRENTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

1) Constitution et nature de l'entreprise

La société a été constituée en vertu de la partie 1A de la Loi sur les compagnies (Québec) le 8 décembre 1994. DiagnoCure inc. est une société des sciences de la vie, spécialisée dans le développement et la commercialisation de tests diagnostiques pour le cancer.

La société prévoit continuer ses activités de recherche et développement et de commercialisation. Les activités de la société sont assujetties à tous les risques inhérents à l'établissement et au maintien d'une entreprise de biotechnologie émergente, en particulier le parachèvement réussi de ses activités de recherche et développement, la commercialisation de ses produits et l'obtention du financement requis.

2) Principales conventions comptables

Mode de présentation des états financiers

Les états financiers consolidés ont été dressés selon les principes comptables généralement reconnus du Canada et incluent les comptes de la société et ceux de ses filiales en propriété exclusive, soit 9184-6766 Québec inc., Catalyst Oncology, Inc., SAMBA Technologies SAS (jusqu'au 31 octobre 2006), Urotech Pharma inc., 9161-6722 Québec inc. et Urovac R&D inc. Les opérations et les soldes intersociétés importants ont été éliminés lors de la consolidation.

Utilisation d'estimations

La préparation de ces états financiers exige que la direction fasse des estimations et formule des hypothèses qui touchent les montants présentés dans les états financiers et les notes afférentes. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations. De l'avis de la direction, les états financiers ont été préparés adéquatement en faisant preuve de jugement dans les limites raisonnables de l'importance relative et dans le cadre des conventions comptables résumées ci-après.

Incertitude relative à la mesure

La présentation d'états financiers selon les principes comptables généralement reconnus du Canada exige que la direction fasse des estimations et formule des hypothèses qui influent sur les montants comptabilisés des actifs et des passifs, la présentation des actifs et passifs éventuels en date des états financiers et les montants comptabilisés des produits et des charges pendant la période visée. Les secteurs importants exigeant le recours aux estimations comprennent l'évaluation de la rémunération à base d'actions et l'estimation des provisions pour moins-value de l'actif d'impôts futurs. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Équivalents de trésorerie

Les équivalents de trésorerie sont des placements facilement convertibles en un montant connu d'espèces, dont la valeur ne risque pas de changer de façon significative, et avec une échéance d'au plus trois mois à partir de la date d'acquisition.

2) Principales conventions comptables (suite)

Placements à court terme et à long terme

Les placements, se composant de papier commercial, de fonds communs de placement et d'obligations à court terme, sont comptabilisés au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif suivant leur évaluation initiale à la juste valeur. En 2007, ces placements ont été classés comme actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance.

Immobilisations corporelles et actifs incorporels

Les immobilisations corporelles et les actifs incorporels sont comptabilisés au coût et l'amortissement est calculé selon la méthode de l'amortissement linéaire selon les durées de vie utile estimatives suivantes :

Immobilisations corporelles	
Améliorations locatives	Durée du bail
Mobilier et matériel de bureau	5 ans
Matériel de laboratoire	5 ans
Matériel informatique et logiciels	3 ans
Actifs incorporels	
Licences et brevets	Période n'excédant pas 10 ans

Les actifs incorporels sont composés de licences et de brevets liés aux produits en cours de développement achetés par la société.

Aide gouvernementale

L'aide gouvernementale reçue sous forme de subventions et de crédits d'impôt à l'investissement pour les activités de recherche et développement admissibles est portée en diminution du coût des immobilisations corporelles correspondantes ou des frais de recherche et développement s'y appliquant lorsqu'il existe une certitude raisonnable quant à sa matérialisation finale.

Constatation des produits

Les produits d'exploitation tirés des ventes sont constatés lorsque les produits sont livrés aux clients, que le titre de propriété est transféré aux clients ou que les services ont été rendus et que le recouvrement est raisonnablement certain.

La société constate les revenus provenant de contrats de recherche et de licence lorsque les services prévus sont rendus selon les termes du contrat. Les paiements faits d'avance non remboursables et les paiements prévus au calendrier pour accéder aux technologies exclusives de la société selon les contrats de recherche et de licence sont constatés comme produits sur la durée de l'entente de collaboration. Les montants perçus avant la constatation sont inclus dans les produits comptabilisés d'avance.

Les intérêts créditeurs sont constatés lorsqu'ils sont gagnés.

2) Principales conventions comptables (suite)

Impôts sur les bénéfices

La société comptabilise ses impôts sur les bénéfices selon la méthode axée sur le bilan. Selon cette méthode, les actifs et passifs d'impôts futurs sont calculés d'après les écarts existant entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et passifs et sont mesurés selon des taux d'imposition et des lois pratiquement en vigueur lorsque les actifs et passifs d'impôts futurs devraient être réalisés ou réglés. Les actifs d'impôts futurs sont constatés dans la mesure où il est plus probable qu'improbable qu'ils se matérialiseront.

Recherche et développement

Les frais de recherche sont imputés aux résultats consolidés à mesure qu'ils sont engagés. Les frais de développement sont imputés aux résultats consolidés à mesure qu'ils sont engagés, sauf si un projet de développement respecte les critères des principes comptables généralement reconnus du Canada relatifs au report et à l'amortissement. La société n'a pas reporté de tels frais de développement jusqu'à présent.

Conversion des devises

Les états financiers consolidés sont libellés en dollars canadiens. La méthode temporelle est utilisée pour les comptes en devises et pour les filiales intégrées. Selon cette méthode, les actifs et passifs monétaires inscrits en devises sont convertis en dollars canadiens aux taux de change de fin d'exercice et les actifs et passifs non monétaires, aux taux de change en vigueur lorsque les actifs ont été acquis ou les passifs engagés. Les produits et charges [autres que l'amortissement qui est converti aux taux s'appliquant aux immobilisations correspondantes] sont convertis au taux de change moyen pour la période. Les gains et pertes de change sont inclus dans l'état des résultats et du résultat étendu consolidés de la période considérée.

Résultat par action

Le résultat de base par action est calculé d'après le nombre moyen pondéré d'actions en circulation durant l'exercice. Le résultat dilué par action est calculé selon la méthode du rachat d'actions, ce qui rend compte de l'exercice de tous les titres dilutifs. Selon la méthode du rachat d'actions, le produit tiré de l'exercice des options est utilisé pour acheter des actions ordinaires au cours moyen du marché durant la période. Les actions émises dans le cadre de prêts destinés à l'achat d'actions sont exclues du calcul du résultat de base par action, mais sont considérées comme des actions dont la restitution est conditionnelle aux fins du calcul du résultat dilué par action lorsque l'effet est dilutif.

Dépréciation d'actifs à long terme

Les actifs à long terme et certains actifs incorporels identifiables sont passés en revue par la direction pour déterminer s'ils ont subi une réduction de valeur quand des événements ou des changements de situation laissent supposer que la valeur comptable d'un actif pourrait ne pas être recouvrable. La dépréciation est évaluée en comparant la valeur comptable d'un actif avec les flux de trésorerie nets futurs non actualisés prévus à l'utilisation ainsi qu'avec sa valeur résiduelle [valeur recouvrable nette]. Si l'on considère que la valeur des actifs a subi une dépréciation, le montant de la dépréciation à comptabiliser correspond à l'excédent de la valeur comptable des actifs sur la juste valeur.

2) Principales conventions comptables (suite)

Rémunération à base d'actions

La juste valeur de chaque option attribuée aux salariés et aux administrateurs depuis le 1^{er} novembre 2002 est établie selon le modèle de Black et Scholes et est amortie à titre de charge de rémunération sur la durée du calendrier d'acquisition graduelle des droits des options attribuées, qui est de trois ans, en considérant les attributions en série plutôt qu'individuellement. Ces coûts figurent dans le poste rémunération à base d'actions et sont portés au crédit du surplus d'apport. Quand les options sont exercées, le produit reçu par la société ainsi que la juste valeur du surplus d'apport sont portés au crédit du capital social.

Cession d'actifs à long terme et activités abandonnées

Les actifs classés comme destinés à la vente sont évalués à la valeur comptable ou à la juste valeur, selon le montant le moins élevé, moins les frais de cession. Les actifs classés comme destinés à la vente ne doivent pas être amortis tant qu'ils sont classés ainsi. Les résultats d'exploitation d'une composante de la société qui a été cédée par vente ou par abandon sont présentés comme des activités abandonnées et comprennent des activités et des flux de trésorerie qui peuvent être clairement distingués, sur le plan de l'exploitation et aux fins de l'information financière, de ceux du reste de la société.

3) Nouvelles conventions comptables

Au 1^{er} novembre 2006, la société a adopté les nouvelles normes comptables que voici, publiées par l'Institut Canadien des Comptables Agréés (ICCA) :

Le chapitre 1530, intitulé «Résultat étendu», introduit un nouvel état financier correspondant à la variation des capitaux propres d'une entreprise découlant d'opérations, et d'autres événements et circonstances sans rapport avec les propriétaires.

Le chapitre 3855, intitulé «Instruments financiers – comptabilisation et évaluation», établit les normes de comptabilisation et d'évaluation des instruments financiers, à savoir les actifs et les passifs financiers ainsi que les dérivés.

Cette nouvelle norme définit la comptabilisation des instruments financiers selon leur classement. Les variations entre les évaluations ultérieures sont comptabilisées dans le résultat net ou le résultat étendu, selon le classement des instruments financiers.

La société a effectué le classement suivant :

- La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont classés comme actifs financiers détenus à des fins de transaction. Ils sont réévalués à la juste valeur du marché à la fin de chaque période et les variations de juste valeur sont constatées en résultat net.
- Les débiteurs et les créditeurs sont classés respectivement comme autres actifs financiers et autres passifs financiers. Après leur évaluation initiale à la juste valeur, ils sont évalués au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif, ce qui correspond généralement à une évaluation au coût pour la société.

3) Nouvelles conventions comptables (suite)

- Les placements à court terme et à long terme sont classés comme actifs financiers détenus jusqu'à leur échéance. Après leur évaluation initiale à la juste valeur, ils sont évalués au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Le chapitre 3865, intitulé «Couvertures», dont l'application est facultative, définit la manière d'appliquer la comptabilité de couverture.

L'application de ces nouvelles normes doit être faite sans retraitement des états financiers des exercices antérieurs. Lors de l'application initiale, les rajustements à la valeur comptable des actifs et passifs financiers doivent être comptabilisés à titre de redressement du solde d'ouverture des bénéfices non répartis ou du cumul des autres éléments du résultat étendu, selon le classement des actifs ou passifs financiers existants. La nouvelle convention comptable n'a eu aucune incidence sur les états financiers de la société.

4) Acquisition d'entreprise

Le 16 août 2007, la société a acquis la totalité des actions émises et en circulation de Catalyst Oncology, Inc. Cette acquisition a été comptabilisée selon la méthode de l'acquisition. Catalyst Oncology, Inc. n'a aucune activité d'exploitation pour l'exercice terminé le 31 octobre 2007. La répartition définitive du prix d'achat de la juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge s'établit comme suit :

	Catalyst Oncology, Inc. \$
Actifs acquis	
Actifs incorporels	5 251 793
Passifs pris en charge	
Passifs à court terme	866 023
Passifs d'impôts futurs	1 105 292
Juste valeur des actifs acquis et des passifs pris en charge	3 280 478
Contrepartie	
Trésorerie	1 113 620
Actions ordinaires émises [note 12]	2 166 858
Total de la contrepartie	3 280 478

Les actifs incorporels acquis se composent d'un contrat de licence et de la recherche en cours.

En outre, des paiements en fonction des résultats financiers pourraient devoir être versés par la société, en espèces ou par l'émission d'actions ordinaires, selon les revenus nets réalisés à l'égard de la technologie acquise. Les paiements pourraient s'établir entre 37,5% et 50,0% des revenus nets des deux prochains exercices.

5) Frais de restructuration

Le 13 décembre 2006, la société a annoncé un changement de sa stratégie d'affaires, notamment son intention d'abandonner les activités de recherche et développement visant l'amélioration de son test diagnostique cellulaire du cancer de la vessie et une réduction des activités de commercialisation de ce produit. Cette décision a entraîné une réaffectation des ressources pour appuyer la nouvelle stratégie, dont des changements ayant trait aux compétences requises des chercheurs de la société et une réduction du nombre d'employés affectés à certains projets de recherche et développement, y compris des postes administratifs et de marketing connexes. Les charges de restructuration non récurrentes de 1 262 685 \$ sont composées des éléments suivants :

	Éléments payés au 31 octobre 2007 \$	Passifs au 31 octobre 2007 \$	Total des charges de restructuration \$
Primes de maintien en poste et prestations de cessation d'emploi	636 144	—	636 144
Frais juridiques et de reclassement externe	83 802	68 739	152 541
Provision pour locaux loués vacants	88 112	385 888	474 000
	808 058	454 627	1 262 685

Aucune charge de restructuration additionnelle n'est prévue pour l'exercice 2008.

6) Activités abandonnées

Afin de permettre à la société de se concentrer sur son activité principale de développement et de commercialisation de produits liés au diagnostic du cancer, le conseil d'administration de la société a décidé, en septembre 2006, de céder son secteur de développement de logiciels en France comprenant l'analyse d'images et de télémédecine. Par conséquent, tous les produits, les charges, les actifs et les passifs liés à ce secteur d'activité ont été classés comme des activités abandonnées. Le 3 novembre 2006, la société a annoncé la fermeture de Samba Technologies SAS et le début du processus de liquidation de cette filiale.

	2007 \$	2006 \$
Perte découlant des activités abandonnées		
Produits	—	626 800
Coût des ventes	—	(565 296)
Marge brute	—	61 504
Frais d'administration	—	(270 923)
Ventes et développement des affaires	—	(169 348)
Amortissement des immobilisations corporelles et imputation liée à leur dépréciation	—	(61 199)
Frais financiers	—	(24 064)
Perte d'exploitation	—	(464 030)
Autres frais liés à la fermeture du secteur d'activité	—	(131 014)
Perte découlant des activités abandonnées	—	(595 044)
Flux de trésorerie liés aux activités abandonnées		
Activités d'exploitation	—	(362 034)
Activités d'investissement	—	(23 103)
Diminution nette de la trésorerie et des équivalents de trésorerie découlant des activités abandonnées	—	(385 137)

7) Placements à court terme

	2007		2006	
	Valeur Comptable \$	Taux moyen pondéré effectif %	Valeur Comptable \$	Taux moyen pondéré effectif %
Obligations	14 474 469	4,30	10 753 020	3,64
Papiers commerciaux	10 100 987	4,51	1 197 885	3,36
	24 575 456		11 950 905	

Les papiers commerciaux que la société détenaient au 31 octobre 2007 se composaient de placements totalisant 6 148 743\$ et 3 952 244\$ émis respectivement par la Société du crédit agricole et la Commission canadienne du blé. Ces placements sont garantis par le gouvernement du Canada.

8) Débiteurs

	2007 \$	2006 \$
Contrat de recherche et de licence	43 787	754 870
Comptes clients	169 891	157 095
Taxes de vente	58 845	69 932
	272 523	981 897

Les débiteurs libellés en dollars américains s'élevaient à 67 777\$ (69 079\$US) au 31 octobre 2007 (848 742\$ [755 787\$US] au 31 octobre 2006). Les débiteurs libellés en euros s'élevaient à 79 169\$ (54 920 euros) au 31 octobre 2007 (38 078\$ [26 868 euros] au 31 octobre 2006).

9) Placements à long terme

	2007		2006	
	Valeur Comptable \$	Taux moyen pondéré effectif %	Valeur Comptable \$	Taux moyen pondéré effectif %
Bonds	7 640 484	4,58	6 188 361	4,21

Les placements à long terme viennent à échéance à différentes dates, de novembre 2008 à novembre 2010.

10) Immobilisations corporelles

	2007		2006	
	Coût \$	Amortissement cumulé \$	Coût \$	Amortissement cumulé \$
Améliorations locatives	1 234 437	1 139 434	1 221 266	1 084 670
Mobilier et matériel de bureau	342 558	293 954	328 354	276 574
Matériel de laboratoire	2 617 389	1 754 976	2 331 258	1 505 663
Matériel informatique et logiciels	545 556	388 831	372 120	306 024
	4 739 940	3 577 195	4 252 998	3 172 931
Amortissement cumulé	3 577 195		3 172 931	
	1 162 745		1 080 067	

11) Actifs incorporels

	2007 \$	2006 \$
Licences et brevets	9 094 149	459 896
Moins : amortissement cumulé	510 493	189 270
	8 583 656	270 626

Les actifs incorporels comprennent des licences exclusives acquises auprès de tiers relativement à l'utilisation de certains éléments de propriété intellectuelle ainsi que des honoraires engagés jusqu'à maintenant dans le but d'obtenir des brevets et de protéger des licences exclusives. Ces coûts sont amortis selon la méthode linéaire sur la durée des brevets ou la durée des ententes de licence, qui est habituellement de dix ans.

12) Capital social

Autorisé

Nombre illimité d'actions des catégories suivantes, sans valeur nominale :

Actions ordinaires avec droit de vote et de participation.

Actions privilégiées pouvant être émises en série, sans droit de vote, dont les droits, privilèges, restrictions et conditions afférents à chaque série seront déterminés par les administrateurs à l'émission de chaque série.

	2007 \$	2006 \$
Émis et payé		
41 718 463 actions ordinaires [34 451 142 au 31 octobre 2006]	89 486 979	59 697 388

	2007		2006	
	Nombre d'actions	Montant \$	Nombre d'actions	Montant \$
Solde au début de l'exercice	34 451 142	59 697 388	34 310 910	59 532 811
Émission d'actions ordinaires	7 267 321	29 894 151	140 232	145 733
Tranche constatée auparavant dans le surplus d'apport à titre d'élément de la rémunération à base d'actions	—	17 940	—	18 844
Solde à la fin de l'exercice	41 718 463	89 609 479	34 451 142	59 697 388

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2007, dans le cadre d'un appel public à l'épargne, la société a émis 5 850 000 actions ordinaires au prix de 4,30 \$ l'action, pour un produit brut de 25 155 000 \$. Le produit net tiré de ce placement, déduction faite des commissions des preneurs ferme et des frais d'émission, s'est élevé à 23 353 098 \$.

Au cours du même exercice, la société a également émis 83 736 actions ordinaires pour une contrepartie en espèces de 130 293 \$ suivant l'exercice d'options d'achat d'actions.

De plus, la société a émis 765 697 actions ordinaires au prix de 2,83 \$ l'action, pour un total de 2 166 858 \$, ainsi que 567 908 actions ordinaires au prix de 4,30 \$ l'action, pour un total de 2 442 000 \$, en contrepartie respectivement de l'acquisition de Catalyst Oncology, Inc. et de l'obtention d'une licence.

Ces deux émissions d'actions ordinaires n'ont pas donné lieu à une contrepartie en espèces et ne figurent pas dans l'état des flux de trésorerie.

12) Capital social (suite)

Options sur actions

La société a adopté un régime d'options sur actions pour ses directeurs, cadres dirigeants, employés et conseillers, en vertu duquel un total de 7% des actions ordinaires en circulation de la société ont été réservées aux fins d'émission. Aucune option sur actions n'est attribuée pour une période dépassant dix ans et le prix d'exercice de chaque option sur actions ne peut être inférieur à la moyenne du cours du marché des cinq jours précédant l'attribution. Les droits relatifs à ces options sur actions sont généralement acquis sur une période de trois ans suivant la date d'attribution.

Les options sur actions en circulation de la société aux 31 octobre 2007 et 2006 et les changements survenus au cours des exercices terminés à ces dates se résument comme suit :

	2007		2006	
	Nombre d'actions	Prix d'exercice moyen pondéré \$	Nombre d'actions	Prix d'exercice moyen pondéré \$
Options en circulation au début de l'exercice	2 977 125	2,61	2 187 689	2,17
Attribuées	237 500	3,16	940 000	3,38
Exercées	(83 736)	1,56	(140 232)	1,05
Annulées ou éteintes	(8 472)	3,67	(10 332)	2,35
Options en circulation à la fin de l'exercice	3 122 417	2,68	2 977 125	2,61
Options exerçables à la fin de l'exercice	2 060 746	2,29	1 697 091	1,97

Sur les 3 122 417 options en circulation au 31 octobre 2007, 875 000 options avaient été émises hors du cadre du régime.

12) Capital social (suite)

Options sur actions (suite)

Le tableau ci-après résume l'information relative aux options sur actions en circulation au 31 octobre 2007 :

Fourchette des prix d'exercices	Options en circulation			Options exerçables	
	Nombre d'options	Durée de vie contractuelle pondérée à courir (ans)	Prix d'exercice moyen pondéré \$	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré \$
4,21 à 6,13	512 500	7,55	4,55	326 667	4,52
2,00 à 3,96	1 578 355	7,28	3,10	702 517	2,99
1,34 à 1,61	681 894	4,15	1,44	681 894	1,44
0,37 à 0,96	349 668	5,19	0,44	349 668	0,44
	3 122 417	6,41	2,68	2 060 746	2,29

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2007, la société a attribué 237 500 options sur actions [940 000 en 2006] à certains de ses employés et administrateurs. La juste valeur moyenne pondérée des options sur actions attribuées pour cette période totalisait 2,39 \$ [2,49 \$ en 2006] par option sur actions. La juste valeur de chaque option attribuée a été calculée d'après le modèle de Black et Scholes et les hypothèses moyennes pondérées suivantes :

	2007	2006
Taux d'intérêt sans risque	4,18 %	4,02 %
Durée prévue	8 ans	8 ans
Volatilité prévue du cours des actions	71 %	80 %
Taux de dividende prévu	—	—

Surplus d'apport

	2007	2006
	\$	\$
Solde au début de l'exercice	4 530 593	3 217 038
Charge de rémunération à base d'actions	1 550 801	1 332 399
Options sur actions exercées	(17 940)	(18 844)
Solde à la fin de l'exercice	6 063 454	4 530 593

La rémunération à base d'actions est amortie selon la méthode linéaire sur le délai d'acquisition des droits rattachés aux options, soit habituellement de trois ans.

12) Capital social (suite)

Options sur actions (suite)

Le modèle de Black et Scholes a été élaboré pour estimer la juste valeur des options négociées, qui ne comportent aucune restriction quant à leur acquisition et sont entièrement cessibles. En outre, selon les modèles d'évaluation des options, il faut tenir compte d'hypothèses très subjectives, dont la volatilité prévue du cours des actions. Puisque les caractéristiques des options sur actions attribuées aux employés et aux administrateurs de la société sont considérablement différentes de celles des options négociées, et puisque des modifications apportées aux hypothèses subjectives peuvent avoir une grande incidence sur les estimations de la juste valeur, la direction juge que les modèles d'évaluation des options existants ne fournissent pas nécessairement une mesure unique fiable de la juste valeur des options sur actions attribuées aux employés et aux administrateurs.

Résultat par action

Aucun rajustement n'a été effectué à la perte nette aux fins du calcul du résultat de base et dilué par action. De la même manière, aucun rajustement n'a été apporté au nombre moyen pondéré d'actions en circulation aux fins du calcul du résultat dilué par action, car une telle mesure aurait été antidilutive.

13) Crédits d'impôt à l'investissement à recevoir

Les montants comptabilisés à titre de crédits d'impôt à la recherche et au développement à recevoir ont trait aux montants demandés, mais qui n'ont pas encore fait l'objet d'un examen par les autorités fiscales. En cas d'écarts entre les montants demandés par la société et les montants accordés par les autorités fiscales, tout rajustement sera comptabilisé au cours de l'exercice où les écarts seront constatés.

14) Impôts sur les bénéfices

La charge d'impôts sur les bénéfices présentée diffère du montant de la charge d'impôts calculée en appliquant les taux d'imposition prévus par la loi à la perte avant impôts et taxes. Les raisons des écarts et les incidences fiscales en découlant se présentent comme suit :

	2007 \$	2006 \$
Impôts provincial et fédéral combinés prévus par la loi	2 931 800	2 067 500
Augmentation (diminution) des impôts à recouvrer découlant des éléments suivants :		
Économies fiscales non comptabilisées liées aux pertes d'exploitation et autres déductions disponibles	(2 483 800)	(1 695 500)
Rémunération à base d'actions non déductible	(497 000)	(424 000)
Crédits d'impôt non imposables au Québec	49 000	52 000
	—	—

Les principales composantes des impôts futurs de la société s'établissent comme suit :

	2007 \$	2006 \$
Actifs d'impôts futurs		
Reports en avant de pertes nettes d'exploitation	5 725 000	3 290 000
Reports en avant de pertes en capital nettes	163 000	—
Frais de recherche et développement	3 205 000	3 036 000
Revenus provenant d'un contrat de licence et de recherche	—	518 000
Provision pour locaux loués vacants	123 000	—
Frais d'émission d'actions	524 000	181 000
Excédent de la valeur fiscale des immobilisations sur leur valeur comptable	5 332 000	4 008 000
Total des actifs d'impôts futurs	15 072 000	11 033 000
Provision pour moins-value	(15 072 000)	(11 033 000)
Actifs d'impôts futurs nets	—	—
Passifs d'impôts futurs		
Impôts futurs étrangers	1 105 292	—

14) Impôts sur les bénéfices (suite)

La société a des pertes fiscales autres qu'en capital, qui sont disponibles afin de réduire le bénéfice imposable futur. Ces pertes viennent à échéance comme suit :

Année de la perte	Montant		Année d'expiration
	Fédéral \$	Québec \$	
31 octobre 2001	2 600 000	161 000	2008
31 octobre 2002	2 110 000	1 934 000	2009
31 octobre 2003	2 743 000	2 626 000	2010
31 octobre 2006	4 768 162	4 406 000	2026
31 octobre 2007	7 876 000	7 609 000	2027
	20 097 162	16 736 000	

Au 31 octobre 2007, les soldes reportés des dépenses de recherche scientifique et de développement expérimental qui pourraient servir à réduire le bénéfice imposable de la société à l'avenir, sans limite de temps, s'établissent à environ 11 153 000\$ au fédéral et à 17 349 000\$ au Québec.

15) Instruments financiers

Concentration du risque de crédit

Les crédits d'impôt à l'investissement à recevoir sont dus par le gouvernement du Québec. La totalité de la trésorerie et des équivalents de trésorerie sont déposés auprès de banques à charte canadiennes. Les placements à court terme et à long terme sont détenus sous forme de papier commercial ou d'obligations de municipalités, d'hôpitaux, de CÉGEP et d'organismes gouvernementaux et ne présentent donc pas de risque de concentration.

Au 31 octobre 2007, un client représentait 21 % des débiteurs [84 % en 2006].

Risque de change

La société est exposée à un risque de conversion de devises lié à la trésorerie et aux équivalents de trésorerie, aux comptes clients et aux créditeurs libellés en dollars américains et en euros. La société n'a pas pris de mesures afin de couvrir son risque de change.

15) Instruments financiers (suite)

Valeur comptable et juste valeur des instruments financiers

	2007		2006	
	Valeur comptable (coût après amortissement) \$	Juste valeur \$	Valeur comptable (coût après amortissement) \$	Juste valeur \$
Placements à court terme et à long terme				
Placements à court terme	24 575 456	24 578 003	11 950 905	11 940 581
Placements à long terme	7 640 484	7 621 743	6 188 361	6 180 669

La juste valeur de la trésorerie et des équivalents de trésorerie, des débiteurs et des créditeurs se rapproche de leur valeur comptable en raison de l'échéance prochaine de ces instruments.

La juste valeur des placements à court terme et à long terme est évaluée selon le cours du marché à la date du bilan.

16) Aide gouvernementale

La société a engagé des dépenses en recherche et développement qui donnent droit à des crédits d'impôt à l'investissement provinciaux pour les frais de recherche scientifique et de développement expérimental. Ces crédits, au montant de 493 167 \$ [589 192 \$ en 2006], ont été comptabilisés en réduction des frais de recherche et développement.

En outre, la société a également des crédits d'impôt à l'investissement qu'elle peut reporter aux fins de l'impôt sur le revenu fédéral comme suit :

Année du crédit	Montant \$	Année d'expiration
31 octobre 1998	409 000	2008
31 octobre 1999	216 000	2009
31 octobre 2000	150 000	2010
31 octobre 2001	226 000	2011
31 octobre 2002	189 000	2012
31 octobre 2003	183 000	2013
31 octobre 2004	325 000	2014
31 octobre 2005	540 000	2015
31 octobre 2006	445 000	2026
31 octobre 2007	351 000	2027
	3 034 000	

17) Engagements et garanties

Au 31 octobre 2007, les obligations de la société en vertu d'un bail échéant le 28 février 2011 totalisaient 1 093 627\$. Les loyers annuels minimums à payer pour les quatre prochains exercices sont les suivants : 328 088\$ en 2008; 328 088\$ en 2009; 328 088\$ en 2010 et 109 363\$ en 2011.

Au cours de l'exercice terminé le 31 octobre 2007, la société a conclu des contrats de licence avec des tiers concernant certains droits de propriété intellectuelle. Ces contrats ont une durée initiale de dix ans. La société s'est engagée à verser des redevances sur la vente des produits découlant des technologies sous-jacentes et effectuer des paiements à l'atteinte d'étapes, s'il y a lieu. Les redevances que la société pourrait devoir verser représentent 5% à 10% des ventes nettes et 20% des produits tirés des sous-licences. Les paiements d'étape que la société pourrait devoir verser au cours des prochains exercices s'élèvent à 3 500 000\$. De plus, conformément à ces contrats de licence, la société devra payer les contreparties additionnelles suivantes, à moins qu'elle ne se prévale de son droit de résilier les contrats : 105 000\$ (100 000\$US) en espèces le 31 janvier 2008, 262 500\$ (250 000\$US) en espèces et 1 050 000\$ (1 000 000\$US) en espèces ou en actions ordinaires de la société, à sa seule discrétion, le 30 avril 2008.

La société conclut de manière périodique des contrats de recherche ou des alliances stratégiques avec des tiers, qui comportent des dispositions en matière d'indemnisation habituelles dans le secteur. Ces garanties exigent généralement que la société offre une indemnisation aux tiers pour certains dommages-intérêts découlant de ces opérations. Dans certains cas, le maximum possible des paiements futurs pouvant être exigé en vertu de ces dispositions en matière d'indemnisation n'est pas limité, et, en règle générale, ces dispositions ne se terminent pas avec la fin des engagements sous-jacents. La nature des obligations en matière d'indemnisation au titre de la propriété intellectuelle empêche la société d'effectuer une estimation raisonnable du maximum possible qu'elle pourrait devoir déboursier. À ce jour, la société n'a versé aucune indemnisation en vertu de ces engagements et aucun montant n'a été comptabilisé dans les présents états financiers consolidés relativement à ces dispositions en matière d'indemnisation.

18) Opérations entre parties liées

La société a conclu une entente de consultation avec un de ses administrateurs (incluant sa société de gestion) qui a pris fin le 30 juin 2007, après quoi l'administrateur est devenu un employé de la société. Les charges engagées par la société dans le cadre de cette entente ont totalisé 71 111 \$ pour l'exercice terminé le 31 octobre 2007 (163 333 \$ en 2006). Elles ont été mesurées à la valeur d'échange et ont été imputées aux frais de recherche et développement.

19) Informations sectorielles et géographiques

La société avait l'habitude de présenter l'information sectorielle pour le secteur d'activité Biotechnologies reflétant les activités de recherche et développement de la société et les activités de développement de logiciels effectuées par la filiale Samba Technologies SAS. Étant donné que le secteur Biotechnologies représente les activités poursuivies de la société et le secteur du développement de logiciels, les activités abandonnées, la société a décidé de retirer la note sur l'information sectorielle afférente aux états financiers.

Pour les exercices terminés les 31 octobre 2007 et 2006, deux produits ont représenté les ventes de la société découlant des activités poursuivies, et ont été vendus surtout aux États-Unis et en Europe. Les ventes aux États-Unis, en Europe et au Canada ont représenté respectivement 15 %, 59 % et 26 % [63 %, 21 % et 16 % en 2006] du total des ventes de ces exercices [note 15]. Les ventes de la société à un client situé aux États-Unis représentent 21 % [53 % en 2006] du total des ventes découlant des activités poursuivies.

20) Chiffres correspondants

Certains des chiffres des états financiers de 2006 ont été reclassés pour en rendre la présentation conforme à celle adoptée en 2007.

Diagno Cure

Le pouvoir du savoir
en oncologie

2050, boul. René-Lévesque Ouest, 6^e étage
Québec (Québec) G1V 2K8 Canada
T: (418) 527-6100
F: (418) 527-0240
communications@diagnocure.com

www.diagnocure.com



Papier 100% postconsommation, certifié Éco-Logo,
Procédé sans chlore et fabriqué à partir d'énergie biogaz.